



Les Voix de la Colère

Section de Saint-Quentin

NON

à la

TVA

HOLLANDE SARKOZY

L'exaspération monte devant cette politique injuste qui accompagne la poussée du chômage, la montée des difficultés quotidiennes. Elle est attisée par les désillusions après les élections de 2012. La «gauche» au pouvoir s'applique à cultiver la résignation, à faire oublier les mobilisations exceptionnelles de 2010 pour les retraites, pour les services publics, à accompagner les plans de suppression d'emploi en faisant accepter le déclin de l'appareil productif. Sous Hollande et Ayrault, comme sous Sarkozy et Fillon, le patronat et le capital continuent de plus belle à utiliser leur propre crise pour accélérer la casse des acquis sociaux et démocratiques, renforcer l'exploitation, mettre en péril l'avenir de la réponse aux besoins du peuple. L'Union européenne et son instrument l'euro les y aident plus que jamais.

parce que la TVA est un impôt profondément injuste. Frappant la consommation, elle frappe proportionnellement davantage les petits revenus. Les 10% de ménages les plus pauvres doivent consacrer 11,5% de leurs revenus contre 5,9% pour les 10% de ménages les plus riches. Choix aggravant pour 2014, à côté de la hausse du taux normal de 19,6% à 20%, le pouvoir augmente le taux réduit de 7% à 10%. Or ce taux s'applique à des produits et services indispensables. Par exemple, les tarifs des transports en commun risquent d'augmenter encore de 3% (ou bien ce seront les investissements qui pâtiront).

L'augmentation des taux de TVA au 1er janvier, voulue par le gouvernement, dans la suite de son prédécesseur, est insupportable.

parce qu'elle va prélever 170 euros en moyenne sur chaque foyer, pour un total de 6,5 milliards d'euros par an.

parce qu'elle ne contribue en rien aux dépenses publiques et sociale utiles. Au contraire, le budget 2014 d'austérité organise leur diminution. Les 6,5 milliards d'euros de TVA nouvelle vont aller gonfler les caisses du patronat, en étant affectés au « crédit d'impôt compétitivité » (CICE). Alors qu'il se plaint sans arrêt des déficits publics, le gouvernement les creuse en octroyant ce cadeau, d'un montant inédit depuis 15 ans, aux entreprises. Au titre du CICE, elles recevront du budget de l'Etat 10 milliards d'euros en 2014, 20 milliards en 2015. Ces sommes compenseront 4% puis 6% des salaires qu'elles versent (en dessous de 2000 euros net). En tant que consommateurs, les salariés et leurs parents vont rembourser une partie de leurs propres salaires à leur patron. Ce dispositif est scandaleux ! Les 180 milliards d'euros d'aides publiques versées par an aux entreprises ont fait la preuve de leur inefficacité pour l'emploi mais de leur faculté à gonfler les profits. L'Union européenne du capital applaudit l'initiative du gouvernement français.
Travailleurs, révoltons-nous !

parce qu'elle s'ajoute à toutes une série de nouvelles ponctions frappant les salariés et les retraités. Ils subissent de plein fouet l'augmentation de l'électricité de 5% en juillet, 50 euros en moyenne par foyer, suivant l'envolée des tarifs du gaz. Tout cela pour préparer la concurrence et la privatisation alors qu'EDF et GDF-Suez amassent les profits. 3 millions de ménages aux revenus modestes, de veuves et de veufs notamment, sont devenus, parfois lourdement, imposables sur le revenu depuis 2011 (à la suite du gel des barèmes et de l'extinction de la demi-part accordée pour avoir élevé des enfants). La liste des prélèvements est longue : chacun fait sa dure addition !

Dans le même temps, les tenants du système s'appliquent à détourner la colère populaire vers des batailles stériles pour les salariés, vers des défouloirs électoraux aux perspectives étroitement politiciennes, vers l'extrême-droite, parti de la haine autant que de la bourgeoisie, repoussoir chargé de dévoyer les propositions de rupture, en particulier, en cette année d'élections européennes, avec l'UE et l'euro.

Des initiatives diverses se développent contre les hausses de TVA. Le PS de M. Hollande avait dénoncé la «TVA sociale» de Sarkozy mais il suit maintenant les pas. Cette bataille précise s'inscrit dans la contestation de l'ensemble de la politique du pouvoir.

L'expérience le vérifie à nouveau : toute perspective de changement ne peut partir que des luttes et de leurs convergences sur des positions de rupture, à chaque niveau.

.....
Organise ta colère, rejoins le PCF

Nom, prénom : **tél :**

Adresse : **mail :**